



LES DEPENSES DE DEFENSE EN EUROPE

CENTRALE ET BALTE DEPUIS 2014

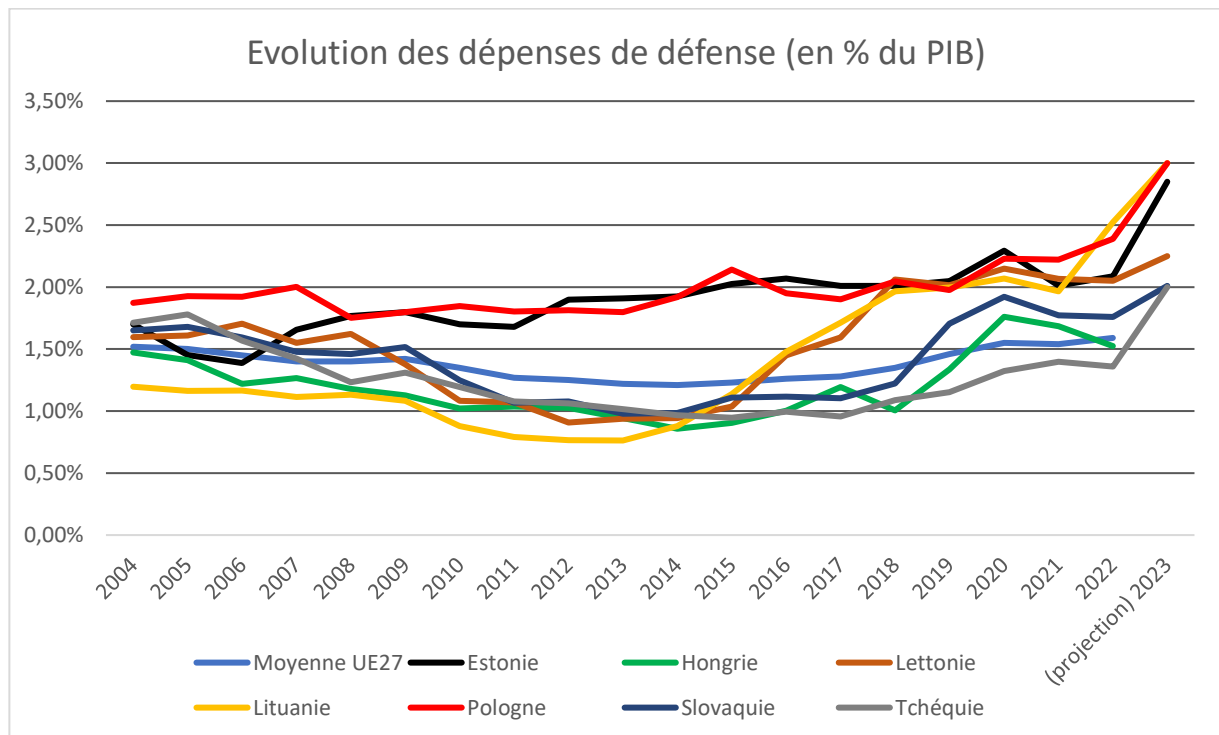
UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE VARSOVIE

Juin 2023

Résumé : Après l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014, les pays membres de l'OTAN se sont entendus pour porter à 2% de leur PIB leurs dépenses de défense à l'horizon 2024. Si à cette époque ils ne remplissaient pas cet objectif, les pays baltes et la Pologne ont engagé un important effort de réarmement et se trouvaient déjà au-dessus de ce seuil avant l'invasion russe de l'Ukraine début 2022. Ces mêmes Etats prévoient désormais d'augmenter encore leurs dépenses de défense, qui devraient atteindre sous peu les 3% du PIB. Les autres Etats d'Europe centrale (Hongrie, Slovaquie et Tchéquie) visent le seuil des 2% en 2024.

1. Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, les dépenses de défense sont à la hausse dans la région, principalement tirées par la Pologne et les Etats baltes.



Source : [SIPRI Military Expenditure Database](#), SER de Varsovie

Depuis 2014, année de l'annexion illégale de la Crimée par la Russie, les dépenses de défense ont progressé de 19% dans le monde, culminant à 2 182 Mds USD¹ en 2022 contre 1 834 Mds en 2014. Participant à ce phénomène, les pays de l'Union européenne ont vu leurs propres dépenses de défense progresser de 35% sur la même période, atteignant 268 Mds USD en 2022 contre 198 Mds USD en 2014 (cf. annexe 1).

Durant cette période, les pays d'Europe centrale et balte (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Tchéquie) se distinguent par une croissance encore plus soutenue de leurs dépenses de défense. La somme des dépenses militaires de ces 7 pays a progressé de 86%, passant de 15 Mds USD en 2014 à plus de 28 Mds USD en 2022. Certains de ces pays enregistrent des hausses particulièrement fortes : les dépenses ont progressé de 276% en 8 ans pour la Lituanie, de 175% pour la Lettonie et de 152% pour la Hongrie. A titre de comparaison sur la même période, les dépenses de défense ont progressé de 13% en France, de 32% en Allemagne et de 33% en Italie. Bien qu'en hausse, les dépenses des pays d'Europe centrale et balte ne représentent toutefois en 2022 que 10,7% des dépenses d'armements de l'UE27 (contre 7,7% en 2014).

Cette progression s'inscrit dans l'engagement des pays membres de l'OTAN, pris lors du Sommet de Newport en 2014, de porter à 2% de leur PIB au moins leurs dépenses de défense à l'horizon 2024.

Entre 2014 et 2022, les pays d'Europe centrale et balte se sont rapprochés voire, pour certains, ont dépassé le seuil des 2% du PIB. En 2014, aucun des pays d'Europe centrale et balte n'atteignait ce seuil bien que l'Estonie (1,93%) et la Pologne (1,92%) en fussent proches. Ces deux pays ont dépassé dès 2015 la cible des 2% du PIB et ont maintenu depuis lors un niveau important de dépenses de défense.

Dépenses de défense	En 2014 (En % du PIB)	En 2014 (En M USD constant 2021)	En 2022 (En % du PIB)	En 2022 (En M USD constant 2021)
Estonie	1,93	518,5	2,09	753,5
Hongrie	0,86	1 100	1,53	2 774
Lettonie	0,94	297	2,05	819,5
Lituanie	0,88	439,5	2,52	1 656,1
Pologne	1,92	9 610	2,39	16 818,9
Slovaquie	0,98	988,6	1,76	2 003
Tchéquie	0,97	2 254,4	1,39	3 707,1
Moyenne UE27	1,21	-	1,59	-

Source : [SIPRI Military Expenditure Database](#), SER de Varsovie

¹ En USD constant de 2021, source : Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

La Lettonie et la Lituanie ne consacraient en 2014 respectivement que 0,94% et 0,88% de leur PIB à la défense. Ces deux pays engagent après le Sommet de Newport un important effort de réarmement pour atteindre le seuil des 2% en 2018 pour la Lettonie et en 2019 pour la Lituanie.

Alors qu'elles dépensaient moins de 1% de leur PIB pour leurs armées en 2014, la Slovaquie (0,98%), la Tchéquie (0,97%) et la Hongrie (0,86%) ont connu une hausse plus tardive de leurs dépenses de défense et n'avaient toujours pas atteint la cible des 2% à la veille de l'agression russe en Ukraine en février 2022.

2. Les dépenses de défense ont encore accéléré dans l'ensemble des pays de la région depuis 2022.

L'étude des trajectoires nationales fait ressortir deux groupes composés, d'une part de la Pologne et des pays baltes, et, d'autre part, des autres pays d'Europe centrale (Hongrie, Slovaquie, Tchéquie). L'agression militaire russe en Ukraine a convaincu les pays du premier groupe d'accroître encore leurs dépenses de défense, qui s'approchent à présent des 3% du PIB. Les pays du second groupe, dont le réarmement a été plus tardif, devraient atteindre le seuil des 2% en 2024. Dans l'ensemble des pays de la région, la hausse des budgets de la défense s'explique à la fois par l'augmentation des effectifs des forces armées et par l'annonce de grandes commandes d'armements.

Pologne: le gouvernement sur le point de bâtir la première armée d'Europe par les effectifs ?

La Pologne dépensait plus de 2% de son PIB pour sa défense avant 2022. Néanmoins, dès mars 2022, **le Parlement polonais a adopté une Loi sur la défense de la patrie, qui augmente le budget de la défense à 3% du PIB en 2023** (passé de 13 Mds EUR à 21 Mds EUR). Cette hausse est supportée par la mobilisation de ressources budgétaires importantes (+ 5 Mds EUR) et par un recours assumé à l'endettement public. La loi a également permis la création d'un *Fonds spécial de soutien aux forces armées* administré par la Banque nationale de développement (BGK). Ce fonds extra-budgétaire émet des obligations garanties par l'Etat polonais afin de financer l'acquisition de matériels militaires. Il entend lever jusqu'à 44 Mds EUR d'ici à 2026, dont 12 Mds en 2023. Ce faisant, en incluant les dépenses effectuées par le Fonds, **la Pologne pourrait dépasser dès 2023 les 4% du PIB consacrés à la défense**. Au sein de l'OTAN, seuls la Grèce et les Etats-Unis dépensent pour l'heure plus de 3% du PIB pour leur défense (cf. annexe 2).

Cette hausse des dépenses de défense s'inscrit dans la volonté du gouvernement polonais de rendre « *l'armée polonaise capable de dissuader sur la base de son propre potentiel de défense* [et non seulement du fait de son appartenance à l'OTAN – *ndlr*] »². A cette fin, le gouvernement entend **porter à 300 000 les effectifs des forces armées d'ici à 2035** (contre 167 000 actuellement), dont 250 000 soldats professionnels épaulés par 50 000 militaires de la Force de défense territoriale (WOT).

² [Discours du ministre](#) de la Défense Mariusz Blaszczak, lors de la conférence « Defence24 Day », juin 2022.

Afin de faire face aux menaces et pour accompagner la montée en puissance de son armée, le gouvernement polonais a annoncé de grandes commandes d'armes ces deux dernières années. Les principales commandes vers son fournisseur de référence traditionnel, les Etats-Unis, portent sur la livraison de 250 chars M1A2 Abrams neufs (estimés à près de 4,5 Mds EUR), 116 chars M1A1 Abrams d'occasion (financés partiellement par une aide budgétaire américaine), 20 lance-roquettes multiples HIMARS (385 M EUR)³ et jusqu'à 48 systèmes de défense antiaérienne Patriot (plus de 13 Mds EUR)⁴. Le gouvernement polonais a également confirmé sa volonté d'acquérir 32 avions de combat F-35 Lockheed Martin (plus de 4 Mds EUR), 96 hélicoptères AH-64 Apache de Boeing, ainsi que 486 lance-roquettes HIMARS supplémentaires.

Soucieuse de disposer rapidement de matériels en grand nombre dans un contexte de tensions des chaînes de production la Pologne s'est tournée vers la Corée, capable de fournir très rapidement un grand nombre d'équipements « sur étagère », **devenant en l'espace de quelques mois, le principal client à l'export de l'armement coréen.** La Pologne a ainsi commandé 218 lance-roquette multiples K239 Chunmoo (5,6 Mds EUR), 48 avions FA-50 (près de 3 Mds EUR), 212 obusiers K9 Thunder (2,3 Mds EUR) et 180 chars K2 (3,25 Mds EUR). Dans le cas des K9 et K2, les contrats-cadre signés par le gouvernement polonais, prévoient la possibilité de produire en Pologne d'importantes quantités de ces matériels et de développer conjointement de nouvelles versions.

Le gouvernement polonais a également passé d'importantes commandes à la l'industrie de défense polonaise parmi lesquelles 1400 véhicules de combat d'infanterie Borsuk (environ 8,5 Mds EUR), 48 obusiers Krab (montés sur les châssis des K9 coréens ; 1,8 Md EUR), 3 frégates Miecznik (2,5 Mds EUR), divers systèmes de défense anti-aérienne (programmes Pilica+ et Narew), 24 véhicules poseurs de mines Boabab, de nombreux fusils GROT ainsi que des systèmes portatifs de défense antiaérienne Piorun. Plusieurs de ces matériels ont acquis une certaine renommée depuis que la Pologne en a fait don à l'Ukraine (obusiers Krab et systèmes Piorun notamment). Le gouvernement ukrainien a par ailleurs récemment commandé 150 véhicules de combat d'infanterie Rosomak produits en Pologne.

Les commandes auprès d'industriels européens paraissent en revanche plus modestes. Le gouvernement polonais a commandé notamment 32 hélicoptères polyvalents AW149 à l'italien Leonardo (environ 1,75 Mds EUR), 2 navires de renseignement au suédois Saab (620 M EUR), 6 systèmes de défense anti-aérienne iLauncher auprès de MBDA UK (340 M EUR) ainsi que 2 satellites d'observation français auprès d'Airbus (575 M EUR).

Si la volonté de renforcer l'armée polonaise face à la menace russe fait consensus à Varsovie, des doutes existent quant à la faisabilité de toutes ses annonces. Des analystes questionnent la capacité financière de l'Etat à honorer toutes les commandes annoncées dont le montant a été évalué à l'hiver 2022 à plus de 125 Mds EUR⁵, même si seule une partie fait l'objet de commandes fermes ou

³ Les prix indiqués sont des estimations fondées sur l'analyse du Crédit Agricole, « [Will armament spending accelerate economic growth in Poland ?](#) », Novembre 2022.

⁴ [Communiqué](#) de la DSCA du 28 juin 2023

⁵ ibidem

« exécutoires » ayant donné lieu à versements d'acomptes. Par ailleurs, certains jugent l'objectif de doublement des effectifs des forces armées complexe à réaliser, dans un contexte démographique peu porteur. Enfin, des commentateurs s'interrogent devant la multiplicité de systèmes d'armes et de modèles différents censés coexister, qui pourrait peser sur leur utilisation opérationnelle.

Lituanie: l'effort de défense jugé prioritaire pour assurer la sécurité ainsi que la présence alliée dans le pays.

Alors qu'elle respectait déjà le seuil des 2%, la Lituanie a augmenté ses dépenses de défense pour atteindre 2,52% du PIB en 2022. La loi de finances lituanienne consacrait 2,05% du PIB (1,2 Md EUR) à la défense en 2022. La guerre en Ukraine a toutefois justifié une augmentation de 400 M EUR des dépenses militaires, atteignant ainsi 2,52% du PIB. Selon le budget 2023, les dépenses de défense pourraient atteindre 3% du PIB (presque 3 Mds EUR) si certaines conditions d'endettement sont respectées. Cette hausse des crédits a été supportée au Parlement par l'ensemble de la classe politique, désireuse d'assurer la sécurité du pays qui partage des frontières avec la Russie et la Biélorussie. L'ensemble des segments de la défense devrait bénéficier de financements supplémentaires dont le renseignement, cyber, les forces de réserve, et l'Union des tireurs Litaniens (force paramilitaire).

D'importantes commandes d'armements devraient permettre de renforcer les capacités de l'armée lituanienne. Le ministère de la Défense avait estimé à 500 M EUR par an ses besoins afin d'accélérer le programme de modernisation des forces armées à l'horizon 2030, qui devrait maintenant être achevé dès 2026. Le gouvernement lituanien a annoncé à cette fin d'importantes commandes dont 8 systèmes HIMARS américains, des systèmes de défense sol-air NASAMS (américano-norvégien) et Avenger (américain), des véhicules de combat d'infanterie Boxer (allemands), des drones kamikaze Switchblade (américain) et des lance-missiles anti-char Javelin (américain). **Le gouvernement lituanien a également signé en 2022 un contrat pour l'acquisition de 18 obusiers CAESAR auprès du français Nexter.**

Le gouvernement entend aussi accroître les capacités d'accueil pour les troupes de l'OTAN stationnées en Lituanie. Trois camps d'entraînement et de stationnement devraient être construits ou modernisés pour accueillir les troupes alliées participant à la défense de la Lituanie.

Lettonie: pour pérenniser la présence alliée, l'indispensable renforcement des capacités militaires et des infrastructures.

Avec des dépenses de défense déjà supérieures à 2% du PIB, la Lettonie s'est fixée pour objectif d'atteindre 3% d'ici 2027. En 2023, les dépenses de défense devraient s'élever à 986,83 M EUR, soit 2,25% du PIB. En 2024, le budget de la défense devrait atteindre 1,1 Md EUR, soit 2,4% du PIB, et, en 2025, 1,2 Md EUR, soit 2,5% du PIB. 200 M EUR seront notamment dédiés annuellement à l'achat de systèmes de défense aérienne.

Afin de renforcer la défense du pays, en 2024, le Service de défense de l'État (VAD) mènera deux conscriptions et 600 personnes seront recrutées dans les forces armées nationales, ainsi que 250 dans d'autres types de services, selon un arrêté publié par le ministre de la Défense.

Un autre axe de développement pour l'armée lettone est celui des infrastructures. Ainsi, le 16 mai 2023, le gouvernement a adopté un *Plan de relèvement et de résilience* qui prévoit la construction « nécessaire » de deux nouvelles casernes dédiées aux futures recrues du Service de défense de l'État, l'infrastructure existante étant déjà pleinement occupée. Ces nouvelles constructions devraient permettre également d'accueillir 450 soldats supplémentaires sur la base militaire de l'Otan.

Estonie : la coalition au pouvoir s'est engagée à renforcer les capacités de défense

Arrivé en tête des législatives de mars 2023, le parti de la Première ministre Kaja Kallas (reconduite) a fait du renforcement de la défense nationale un point central du programme de la coalition au pouvoir. La création d'un parc industriel produisant des armes et munitions, ainsi que des systèmes aériens (drones, lutte anti-drones, guerre électronique), renforcera les capacités et l'industrie de défense. Le développement de la zone d'entraînement de Nursipalu, jusqu'alors bloqué, doit débiter.

Le nouveau gouvernement a adopté une actualisation du Plan de développement de la défense nationale pour 2031, qui portera les dépenses de défense à 3% du PIB d'ici 2027. Alors que le précédent plan allouait 1,3 Md EUR à l'achat de munitions, son actualisation devrait y ajouter 1 Md EUR supplémentaire afin de doubler les stocks. Ce plan consacre la création de nouvelles unités dont un bataillon d'artillerie automotrice et un bataillon de renseignement.

L'Estonie entend renforcer tous les aspects de la défense du pays. Les Forces de défense estoniennes (force d'active) devraient bénéficier de la création d'une capacité de défense numérique centralisée ainsi que d'une unité de réaction rapide. Le gouvernement prévoit également de renforcer l'opérabilité de la Ligue de défense (force paramilitaire intégrée aux forces armées estoniennes), dont le personnel sera porté à 20 000 personnes (contre 15 000 actuellement). Le nombre de conscrits devrait atteindre 5 000 en 2025 (3 000 actuellement). La coalition prévoit également de renforcer la sécurité intérieure (contre-espionnage, lutte contre la désinformation, construction d'infrastructures terrestres à la frontière orientale, développement des capacités non militaires ainsi que de protection civile).

D'importantes commandes d'armements sont passées auprès d'industriels occidentaux, israéliens et coréens. A l'instar de ses voisins, le gouvernement estonien a commandé 6 lance-roquette américains HIMARS ainsi que 36 obusiers automoteurs sud-coréens K9. Le pays a acheté 100 lanceurs et 300 missiles anti-aériens polonais Piorun. L'Estonie se distingue dans la région par ses achats de matériels israéliens dont des munitions rodeuses Harpy (*Israel Aerospace Industries*), des missiles anti-char Spike (*Rafael*), et des missiles de défense côtière Blue Spear (*Proteus Advanced Systems*). En marge du dernier salon du Bourget, l'Estonie a annoncé des commandes auprès d'industriels français. L'Estonie participe ainsi à la commande conjointe avec la France, la Belgique, Chypre et la Hongrie, de 1000 missiles sol-air Mistral auprès de MBDA. Le pays a également décidé d'acheter deux radars GM400 Alpha de dernière génération auprès de *ThalesRaytheonSystems*.

Tchéquie: longtemps sous ce seuil, le pays devrait atteindre les 2% en 2024.

La République tchèque a adopté une loi sur le financement de la défense, qui imposera dorénavant aux gouvernements de consacrer au moins 2% du PIB annuellement aux dépenses militaires et permettra au ministère de la Défense de mieux dépenser les budgets alloués, en autorisant les reports de crédits. Elle a été promulguée le 7 juin 2023, pour entrer en vigueur à partir de juillet 2023 et s'appliquer dès la préparation du budget de l'État 2024.

Cet objectif « plancher » de 2% du PIB (soit environ 5,5 Mds EUR) consacrés à la défense figurait déjà dans le programme de gouvernement de la coalition et ne constitue pas une nouveauté. Sa formalisation dans une loi traduit la volonté des autorités tchèques d'accélérer la mise en œuvre de cet objectif. Elle vise aussi à sécuriser dans la durée sa réalisation et à marquer la solidité de l'engagement comme allié au sein de l'OTAN, après que la guerre en Ukraine ait souligné l'urgence et la pertinence de la modernisation et de la transformation en cours de l'outil militaire tchèque. Si l'appui transpartisan à cette loi est à noter (vote favorable des députés d'opposition ANO mais également d'un élu du SPD d'extrême droite), le véritable défi consistera à dépenser en totalité les fonds disponibles, du fait de la complexité des procédures nationales d'acquisition.

Cette hausse du budget va notamment servir à l'acquisition de nouveaux matériels dont des véhicules de combat d'infanterie CV90 suédois. Le contrat d'achat (l'un des plus importants de l'histoire tchèque avec l'achat de 246 unités) a été signé en mai 2023. Outre cela, ce sont aussi les segments aériens et de défense anti-aérienne qui sont cités comme axes d'effort principaux. La négociation pour l'achat de 24 F35 est toujours en cours, pour un montant évoqué de 100 Mds de couronnes (4,2 Mds EUR). La République tchèque a également commandé en décembre 2022 au français Nexter 10 systèmes d'artillerie CAESAR, en supplément de sa commande initiale de 52 systèmes signée en 2021, portant l'investissement total à près de 425 M EUR.

Les achats se font donc auprès des Etats-Unis mais aussi des partenaires européens. La Tchéquie garde des canaux d'approvisionnement variés, avec l'avantage d'avoir une industrie domestique de défense diversifiée. Elle est constituée de nombreuses entreprises, présentes dans des domaines variés, de bon niveau, souvent de taille moyenne et tournées vers l'export. Partant, la perspective du développement d'une industrie de défense européenne représente certainement moins un défi qu'une opportunité pour l'industrie tchèque.

La politique d'acquisition de nouveaux matériels devrait être complétée d'un accroissement des effectifs, avec une volonté d'atteindre 30 000 soldats et 10 000 réservistes à l'horizon 2030 (début 2022, 27 197 soldats et 4 191 réservistes étaient comptabilisés).

Hongrie: le gouvernement promet d'atteindre le seuil des 2% en 2024.

Les dépenses militaires hongroises sont en progression continue depuis un point bas en 2018: la Hongrie consacrait alors 1,01% de son PIB à la défense, soit 1,35 Md EUR. Ces dépenses ont été réhaussées jusqu'à atteindre 2,56 Mds EUR en 2022 (1,53%). Un Fonds spécifique pour la défense a

également été créé en 2022 afin d'accroître les dépenses. Ses ressources devraient passer de 2,28 Mds EUR en 2023 à 3,55 Mds EUR en 2024 (+55%) et bénéficier aux infrastructures militaires, aux coûts de fonctionnement des armées et, dans une moindre mesure, au développement des capacités des forces aériennes et terrestres. **Le ministre des Finances a annoncé que les dépenses de défense s'élèveraient en 2024 à 2,1% du PIB (4,87 Mds EUR) conformément à l'engagement envers l'OTAN.**

Le gouvernement a effectué des achats d'armes substantiels, en grande partie auprès de fournisseurs allemands et américains. Ainsi, les chars Leopard 2, achetés à l'Allemagne, et le système de missiles NASAMS, de fabrication norvégienne et américaine, arriveraient en Hongrie entre 2023 et 2025. Le gouvernement a décidé d'avancer certains achats prévus dans le cadre du programme de défense et de développement militaire Zrínyi, qui soutient le développement des forces militaires.

L'industrie de défense hongroise devrait également bénéficier du contexte actuel avec l'installation de six nouvelles usines d'armement dont la production sera destinée essentiellement à l'exportation.

Slovaquie: le seuil des 2% atteint en 2023.

En 2023, la loi de Finances a prévu des dépenses de défense à hauteur de 2,5 Mds EUR soit 2,01% du PIB. Après 1,97% du PIB en 2020, 1,76% en 2021 et 1,78% en 2022, la Slovaquie devrait donc être en mesure de satisfaire son engagement vis-à-vis de l'OTAN.

Le ministère de la Défense emploie 20 000 personnes dont 12 342 soldats professionnels alors que le gouvernement a pour objectif d'atteindre 17 600 soldats professionnels. Or, selon le ministère des Finances, cet objectif à l'horizon 2030 est surdimensionné et insuffisamment expliqué, notamment par rapport aux pairs de la Slovaquie. Les dépenses courantes représentent toujours 72,5% de l'ensemble des dépenses de défense.

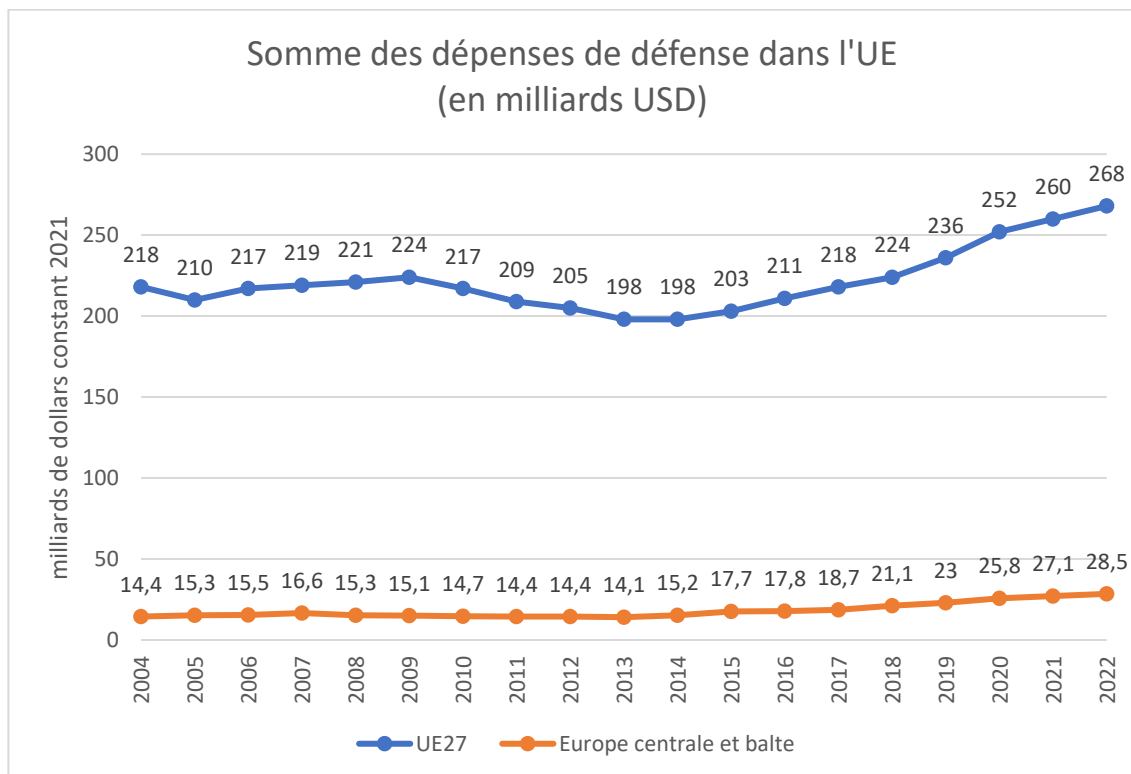
La hausse des dépenses de défense observée entre les années 2012 et 2019 est liée principalement à l'achat de **14 avions de chasse F-16**. Ce contrat, dont les premières livraisons interviendront en 2024, s'élève à 1,6 Md EUR, auxquels s'ajoutent 146 M EUR pour l'entraînement et 95 M EUR pour les munitions. **Plus globalement, la hausse nominale des dépenses de défense ces dernières années est liée aux projets d'armement planifiés avant le début de l'agression russe à l'encontre de l'Ukraine :** F-16, véhicules de combat blindés 8x8, radars 3D et obusiers Zuzana 2. En décembre 2022, le ministère de la Défense a conclu un accord sur l'achat pour 1,68 Md EUR de 152 véhicules blindés de transport de troupes CV90 de la société anglo-suédoise suédoise BAE Systems AB. Les premiers véhicules devraient être délivrés à l'armée slovaque en 2025.

Pour aller plus loin :

- Base de données du SIPRI sur les dépenses de défense dans le monde : [SIPRI Military Expenditure Database | SIPRI](#)
- « Augmentation des dépenses de défense en Europe : du discours à la réalité budgétaire », Julien Malizard, Fondation pour la Recherche Stratégique, juin 2023 [Defense&Industries-N17 \(frstrategie.org\)](#)
- « The impact of the war in Ukraine on Polish arms industrial policy », Anastasia Cucino et Lorenzo Scarazzato, Stockholm International Peace Research Institute, juin 2023, [The impact of the war in Ukraine on Polish arms industrial policy | SIPRI](#)
- « How the Balts are getting ready for war. Purchasing equipment is not everything », Aleksander Olech, Defence24, août 2022, <https://defence24.com/geopolitics/how-the-balts-are-getting-ready-for-war-purchasing-equipment-is-not-everything>
- « La Pologne, nouvelle superpuissance militaire ? », Amélie Zima, Le Collimateur, Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, mai 2023, [La Pologne, nouvelle superpuissance militaire ? | 23.05.2023 \(irsem.fr\)](#)

Annexes :

Annexe 1. Evolution des dépenses de défense dans l'Union européenne.

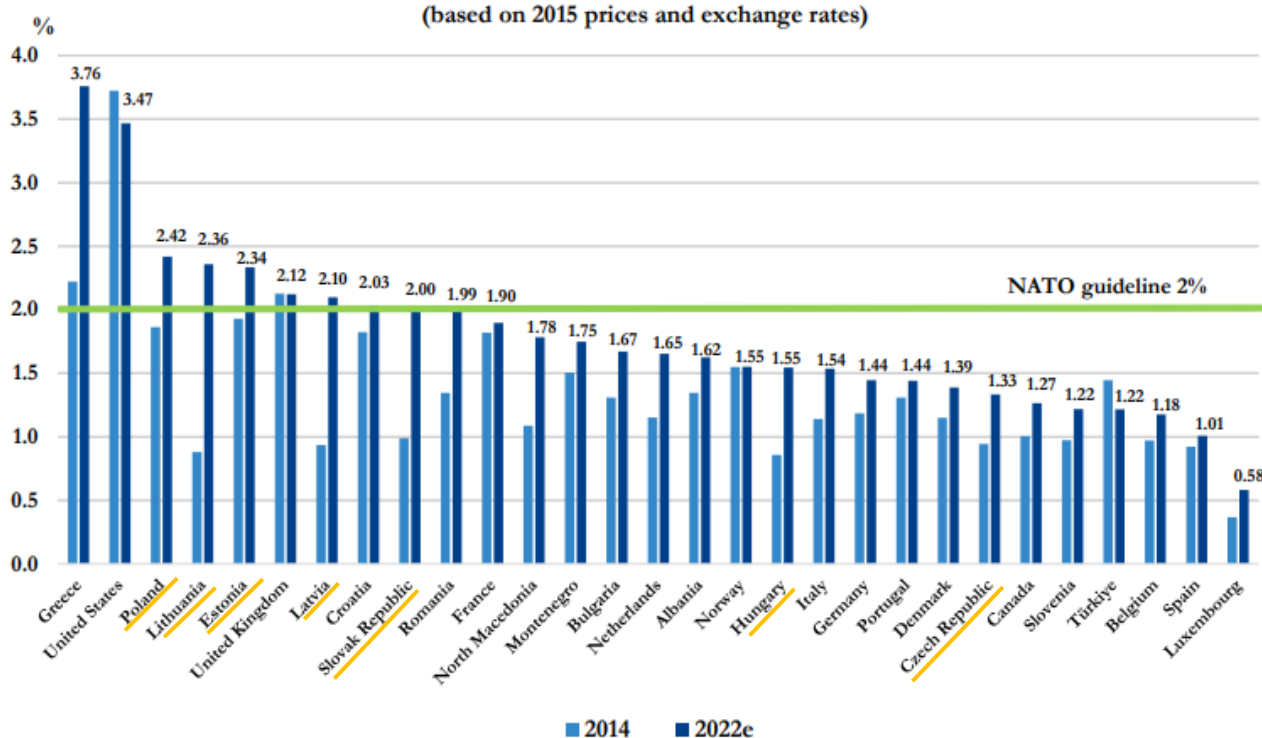


Source : [SIPRI Military Expenditure Database](#), SER de Varsovie

Annexe 2. Dépenses de défense en proportion de la richesse nationale parmi les pays membres de l'OTAN.

Graph 3 : Defence expenditure as a share of GDP (%)

(based on 2015 prices and exchange rates)



Source: [20220627 nato defence expenditure information june 2022 a.pdf \(sipri.org\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international